
L'impact de la mondialisation sur l'action parlementaire

par Olivier Giscard d'Estaing

S'il y a un affaiblissement de la vie parlementaire nationale, c'est surtout parce qu'elle échappe à l'influence des facteurs de mondialisation sur lesquels elle n'a pas d'emprise, sur lesquels elle est mal informée et sur lesquels, finalement, elle n'est pas amenée à débattre. Le présent article propose qu'on passe d'un monde de structure internationale, entre les nations, à un monde intercontinental.

Des idées sur la démocratie mondiale existent depuis Tocqueville et Schumpeter. Mais nous avons vécu trois étapes fondamentales qui provenaient de nos moyens de communication qu'ont été l'écriture, l'imprimerie et maintenant l'Internet. Cela nous donne un saut dans une dimension nouvelle dans le domaine du temps et de l'espace, c'est-à-dire que nous avons une information instantanée et mondialisée. Et c'est cela qui affecte notre psychologie et les grandes décisions que nous devons prendre, le fait que maintenant nous voyons, nous avons vu en même temps les grands événements mondialisés. C'est la vraie leçon du 11 septembre dernier. C'est que le monde entier a ressenti simultanément ce choc de ces événements tragiques. Nous voyons chaque jour les inondations au Bangladesh, la mort de petits enfants africains qui meurent de faim ou bien des grands matchs de football, et le monde entier a trouvé une nouvelle résonance dans les événements quotidiens, sérieux ou plaisants. C'est une dimension dont les hommes politiques doivent tenir compte, parce qu'elle affecte les sensibilités et les réactions des gens qu'ils représentent.

On dit souvent que le monde est devenu un village. C'est un village sans conseil municipal, ce qui veut donc dire anarchique, car nous n'avons pas de pouvoir qui traite de questions d'intérêt commun à l'échelon mondial. Joseph Stiglitz, dans *La grande désillusion*, dit : Les grands problèmes commerciaux mondiaux sont discutés par les ministres du Commerce, les grands problèmes financiers par les ministres des Finances, mais qui est-ce qui s'occupe des ressources humaines? Des problèmes sociaux? Certes, ces ministres

obéissent à des instructions gouvernementales, et on peut penser que les chefs d'État, quand ils se réunissent, ont cette préoccupation en tête, mais ils ont la première préoccupation de défendre leur nation et leur population, et, en réalité, leur défense de cet intérêt peut être préjudiciable aux autres, sans contrepartie et sans personne objective qui raisonne « mondial » pour les arbitrages, les grands arbitrages économiques, sociaux et humanitaires.

C'est donc cet échelon-là qui nous manque, et je pense que c'est une très grande source de malaise dans nos sociétés. Ce qu'il faut donc, c'est trouver des hommes qui se consacrent à résoudre les conflits d'intérêt nationaux et à traiter ces problèmes planétaires. Cela suppose une action démocratique et qui permette de rassurer les gens. Je suis effaré par le silence assourdissant des parlementaires dans les grands débats mondiaux. Que ce soit à Seattle, que ce soit à Johannesburg, nous n'avons pas entendu les parlementaires qui représentent les peuples s'exprimer sur ces problèmes et dire: Voilà ce que nous attendons de nos gouvernants.

Il va y avoir ce cas assez tragique de savoir si les États-Unis vont envahir l'Irak. Alors, ici, nous n'avons pas la possibilité de nous exprimer autrement que par les chefs d'État, mais c'est le Congrès américain qui donne au gouvernement des États-Unis le pouvoir d'intervenir militairement. Ils l'ont décidé en dépit de l'avis des Nations Unies, de l'avis du chancelier Schröder ou du président Chirac. Et nous sommes là devant un problème mondial, car la guerre en Irak aura des répercussions mondiales, que ce soit sur l'énergie, sur les relations avec les pays du Proche-Orient, sur l'ensemble de l'Islam. Elle va créer une coupure et aura toutes les conséquences économiques, morales, psychologiques et affreuses d'une guerre. Récemment, un chef d'État qui était entièrement pacifique m'a dit : Il est impensable qu'on règle par la violence des problèmes internationaux à l'ère où nous sommes. Nos pouvoirs de destruction sont tels que, quand on

Olivier Giscard d'Estaing a été maire d'Estaing pendant 12 ans et député des Alpes-Maritimes à l'Assemblée nationale française. Il est président du Comité d'action pour un Parlement mondial. Il a été conférencier au colloque Le parlementarisme au XXI^e siècle, qui s'est tenu à Québec du 9 au 12 octobre 2002, à l'Hôtel du Parlement.

commence, on ne sait pas jusqu'où ça nous conduira. Donc, voilà un problème qui illustre bien cette déficience.

Je voudrais maintenant parler de l'exemple européen, d'un effort de construction international institutionnel, politique et parlementaire, puisque c'est le Parlement européen qui en est l'exemple. Je voudrais, à ce sujet, vous citer une déclaration qu'a faite le président Bush père, puisque c'était aux Nations Unies en octobre 1990. « J'entrevois un monde où la démocratie continue de se gagner des amis et de convertir d'anciens ennemis et où les trois Amériques peuvent offrir un modèle pour l'avenir de l'humanité, le premier hémisphère entièrement démocratique de la planète. J'entrevois aussi un monde qui s'inspire du nouveau modèle d'unité européenne, non seulement une Europe, mais une planète une et libre. »

Je voudrais donc vous raconter très brièvement l'histoire de cette construction européenne, que j'ai vécue après avoir vu les désastres de la destruction de l'Allemagne et les conséquences de la guerre. Cela a été lancé par un discours de Churchill, à Zurich, le 19 septembre 1946, où il a lancé l'idée de faire les États-Unis d'Europe. Cela a été repris au Congrès de La Haye le 10 mai 1948, qui a entraîné la naissance du Mouvement Européen et qui a fédéré toutes les organisations qui s'occupaient de ces préoccupations européennes et qui a entraîné la création de la première institution européenne internationale, qui a été le Conseil de l'Europe. Je vous passe toutes les phases successives, avec les succès et les échecs de la construction européenne. Nous avons maintenant un Parlement européen, une institution européenne, un Conseil européen et un système de décision et de législation national et européen. Nous essayons de les faire travailler ensemble, car les décisions soumises au Parlement européen qui proviennent de sujets qui sont traités dans nos traités internationaux sont reprises dans les parlements nationaux et discutées avant d'avoir force législative dans nos parlements nationaux. En ce moment, nous avons une convention européenne qui réunit des représentants des parlements nationaux, du Parlement européen, de la Commission et des gouvernements et qui doit proposer un nouveau modèle de structure, de convention ou de constitution européenne. Je souhaiterais qu'on ait au niveau mondial une évolution comparable, qu'un grand homme d'État lance l'idée de créer de nouvelles institutions mondiales nécessaires, que ce soit repris par les parlementaires et par des associations, et je pense que cela nous permettrait de rassurer les opinions et de faire entendre les voix des peuples.

Dans ce domaine dont je vous parle, il y a énormément d'initiatives, il y a des gestes à valeur symbolique. Je me rappelle le geste de Gary Davis, dans les années cinquante, qui déchirait son passeport américain en disant : « Je suis citoyen du monde. » La citoyenneté du monde, elle a commencé à exister. On a des groupes de pression qui militent pour cela, comme notre comité pour un Parlement mondial et le Club d'Athènes. Il y a aussi des associations pour la démocratie

mondiale où vous pouvez trouver sur des sites Internet beaucoup de documents.

Comme nous sommes un comité d'action pour un Parlement mondial, l'action doit s'inspirer de l'histoire. Comment est-ce qu'on arrive à modifier les institutions? Est-ce qu'il faut des guerres? Est-ce que la volonté politique existe?

Est-ce que ce sont des chefs d'État qui le font ou les pressions populaires ou les révolutions, comme nous en avons eu un certain nombre en France?

Je voudrais simplement citer un exemple que je trouve intéressant parce qu'il est plus lié à la fonction parlementaire, c'est le projet de création d'un cyberparlement, c'est-à-dire d'un parlement qui relierait par Internet tous les parlementaires du monde. En principe, il s'adresse surtout aux pays démocratiques, c'est-à-dire que ça représente à peu près 25 000 parlementaires dont on prend les adresses électroniques, soit par le biais de leur Parlement soit directement, et que l'on va amener à travailler ensemble sur des domaines internationaux. Alors, il y aura des commissions, des regroupements. Nous avons eu trois réunions à ce sujet : une à Venise, une à New York et une à Tenerife en 2002. Et on a lancé un intergroupe sur l'énergie, un sur le droit des enfants, un sur le sida. Et il y a déjà 18 000 parlementaires dans nos tablettes que nous pouvons atteindre, sur les 25 000 que nous projetons de joindre.

Quels sont les thèmes dont devrait s'occuper ce parlement? Il ne devrait pas s'impliquer dans les problèmes nationaux mais uniquement dans des problèmes à dimension mondiale, et c'est-à-dire les grands problèmes des Nations Unies. Il faut reprendre l'OMC, avec le commerce, l'environnement et l'agriculture; l'UNESCO, pour le patrimoine universel et l'éducation; le BIT, avec les normes sociales, le travail des enfants et la vie syndicale; l'UNICEF, pour la protection des enfants; l'OMS, pour la santé, le sida, la vaccination; le PNUCED, pour le développement durable. Il faudrait, à côté de ces organismes qui sont fonctionnalisés, qu'il y ait une entité qui affecte des ressources – là, il serait bon d'avoir des impôts mondiaux – qui traite de ces questions et qui affecte les ressources aux priorités nationales et locales reconnues par un organisme international.

Je lance un appel mondial aux parlementaires et, à travers eux, aux gouvernements pour faire connaître nos inquiétudes, nos souhaits et entraîner la revitalisation de l'action parlementaire, d'un fonctionnement de démocratie représentative et de la mise en œuvre d'une gouvernance mondiale, démocratique et institutionnelle qui redonne espoir et confiance.